

# De la falsification ou du trotskisme universitaire

À propos de la sortie prochaine de l'ouvrage,  
*Histoire populaire de la révolution portugaise de  
1974-1975 de Raquel Varela aux Éditions Agone (2018)*

Ce texte aurait pu ne pas prendre forme, ce qu'il soulève aurait pu rester confiné dans les quelques minutes que nous y consacrons dans notre émission sur la [Lutte des classes au Portugal](#)<sup>1</sup> (2014). Mais la publication prochaine d'un ouvrage aux éditions Agone, maison d'Édition considérée comme proche d'un milieu dit anti-autoritaire au sens aussi large que confus nous incite à nous saisir de notre clavier. Non pour rétablir une certaine « justice » ou critiquer une ligne éditoriale dont on se moque complètement. On laissera d'ailleurs au seul lecteur le soin d'évaluer sous quel angle, il s'agit d'analyser la publication de ce titre. Bêtise, inculture politique, copinage universitaire ou coup éditorial ?

Pour notre part, il s'agira plutôt de traiter ici de ce que cet ouvrage passe volontairement sous silence et des conséquences de la falsification historique sur le plan politique. Pourquoi est-ce que cela nous semble important ? Parce qu'il sera le seul ouvrage en France sur la question dite du 25 avril 1974 à être disponible pour un large public francophone.

## Le business du populaire

L'ouvrage à paraître sous le titre de *Histoire populaire de la révolution portugaise* de Raquel Varela (RV) est donc la traduction d'un ouvrage paru en 2014, année des 40 ans de la révolution dite des « Œillets » dans les fusils ou le 25 avril, il est paru chez Bertrand Editora au Portugal sous le titre *História do Povo na Revolução Portuguesa 1974-75*.

La première curiosité au risque de paraître fort pointilleux relève dont le titre a été traduit. *História do Povo na Revolução Portuguesa* ce qui peut se traduire littéralement, par Histoire du peuple dans la révolution portugaise devient chez Agone une *Histoire populaire de la révolution portugaise*.

Ainsi nous sommes passés du peuple au populaire. Si le « peuple » semble de plus en plus « populaire » pour le pire de ce concept aussi vague qu'inter-classiste, il n'en demeure pas moins que ce qui est « populaire » semble faire le consensus surtout dans le milieu de l'édition qui s'est très vite HowardZinnisée<sup>2</sup>.

---

1. Émissions de Radio Vosstanie sur *La lutte des classes au Portugal* (Sur la révolution dite des « œillets » ou la transition démocratique portugaise) 17h30 de son et d'entretiens avec Charles Reeve, Joao Bernardo, José Hipólito dos Santos, etc. <https://vosstanie.blogspot.com/2014/09/la-lutte-des-classes-au-portugal.html>

2. En référence à Howard Zinn auteur d'*Une Histoire populaire des États-Unis. De 1492 à nos jours*, Agone, 2002.

La *subalternité* est à la mode. Elle permet autant de segments, de niches de publication que d'éclatement des sujets, pour cette lutte des places dans les universités. La course est à celui qui trouvera un objet d'étude original ou qui n'a pas été trouvé par son concurrent potentiel. On ne sait pas trop qui alimente qui dans cette circularité (université/Édition) en revanche elle se nourrit de la subjectivation bien concrète des *sujets sans objets*<sup>3</sup> dans la course aux marchés des identités et à leurs manipulations.

Il ne s'agit pas de développer ici que la révolte de ceux d'en bas n'est pas à privilégier, mais l'on assiste à un tel éclatement des champs interprétations par des cohortes d'entomologistes « du peuple » et du populaire appointés par les États, que tout ceci en vient à se dissoudre dans un vague magma émeutier et de revendications intégratrices, ou plus aucune perspective historique de remise en cause globale et totale du mode de production marchand et de ses médiations ne semble plus être questionné.

Sans aucun doute, il s'agit ici d'une manne pour les spécialistes de l'hégémonie culturelle susceptible de leur offrir des postes de pouvoirs intellectuels et politiques, mais aussi des rétributions sous forme de subventions.

### Du Parti de la mémoire d'État<sup>4</sup> à l'Avant-garde de l'oubli.

Lors d'un débat organisé dans un local militant en 2014 où il était question de la situation sociale au Portugal et des dernières luttes de la fin des années 2000 un participant pouvait affirmer qu'il ne restait que des chansons de cette époque où l'on pouvait parler de 1974 à 1976 du *Processus révolutionnaire en cours* ([PREC](#)). Dans un autre cadre un participant du mouvement de cette époque plus pessimiste encore considérait que ces chansons ne faisaient écho à rien et qu'en toute logique il n'en restait plus rien.

Le refoulement et l'oubli ont été alimentés par la défaite et les désillusions des prolétaires. Le trauma des guerres coloniales est toujours présent et la vaste analyse à faire sur le sujet est susceptible de briser la liturgie commémorative du 25 avril ou de faire fuir le touriste qu'on évitera de faire passer pour un néo-colon. Le livre de R.V sachons lui concéder au moins cela, part du « bas » et n'évite pas l'importance de la question coloniale, de la répression et du soulèvement des prolétaires noirs des pays colonisés par le Portugal et donc des ces répercussions sur son territoire.

Mais au fur et à mesure de notre lecture l'ouvrage, parsemé de chronologies toutes aussi inquiétantes que nécessaires s'invite la question de la critique de l'économie politique et des options idéologiques de l'auteure. Elles s'affirment ouvertement mais au prix de la falsification historique et de la censure structurée universitairement et éditorialement.

Il peut paraître ridicule de rappeler que le Portugal est un petit pays où l'on fait vite le tour des lieux et des individus. *Le Portugal n'existe pas*<sup>5</sup> pouvait même écrire João Bernardo. Recenser les idées et les pratiques peut-être assez aisé pour qui s'en donne la peine. Pour

---

3. Franck Fischbach. *Sans objet Capitalisme, subjectivité, aliénation*. Vrin 2009.

4. Raquel Varela a été désigné par l'État Portugais comme « conseillère scientifique » pour les commémorations des 40 ans de la révolution dans le cadre d'un « Itinéraire sur 25 de Avril » <http://passapalavra.info/2014/04/94453>

5. *Portugal não existe* <http://passapalavra.info/2010/12/33125>

preuve de nos jours on y reconnaît même dans les rues les enfants des anciens fascistes qui ont su se reconvertir dans la finance et les « affaires » comme les anciens paysans pauvres émigrés qui reviennent à date fixes pour s'enfermer dans des tombeaux granitiques en ruines sous un soleil de plomb.

S'il est bon de rappeler quelques évidences, c'est que pour quelqu'un qui se lancerait dans un travail d'archives et de manière professionnelle sur une question contemporaine comme celle qui nous intéresse, il est assez aisé de circonscrire son sujet même si l'entreprise demeure vaste. Le systématisme, l'accumulationnisme bibliomane et référentiel étant un des traits les plus caractéristiques du travail universitaire, on ne peut être qu'étonné que deux références à notre avis majeures de la période révolutionnaire portugaise soient totalement absentes du travail de cette autorité médiatique qu'est R.V.

Nous n'en sommes pas si étonnés que cela puisque cette censure lui permet de débiter à la fois des options idéologiques aussi trotskistes que fausses, aussi autoritaires que manipulées et de défendre un point de vue aussi frelaté que son léninisme de chaire est aux ordres de l'État.

Notre interrogation est tout autre en ce qui concerne la publication au supplément au *Dicionário de História de Portugal - O 25 de Abril* et édité par Figueirinhas Editora et dirigé par António Reis, Paula Borges Santos et Maria Inácia Rezola et dont les nombreux volumes édités depuis 2016 <sup>6</sup> ne mentionnent de quelque manière que ce soit le journal *Combate* ses acteurs et participants, les lieux et problématiques propres de cette initiative. La bêtise universitaire est décidément insondable.

C'est donc bien de cela dont il s'agit c'est-à-dire du Journal *Combate* mais avec celui-ci de ce qu'a été l'autonomie ouvrière et les pratiques radicales des prolétaires critiquant en actes, les partis et les syndicats, le capitalisme privé ou d'État.

## **Ce que fut le Journal *Combate* 1974-1978.<sup>7</sup>**

Le premier numéro du Journal paraît le 21 juin 1974, on y trouve son Manifeste inaugural qui évoluera quelque peu. Le dernier ou le numéro 51, est daté de février 1978. Les dix premiers numéros furent hebdomadaires et bénéficièrent d'une large distribution. Du numéro 11 (22 novembre 1974) au numéro 47 (22 octobre 1976), la périodicité fut quasiment bimensuelle. Mais à partir du numéro 48 (février 1977) au 51 (février 1978) les tirages furent de plus en plus difficiles à faire paraître et donc la périodicité fut irrégulière.

*Combate* ne comptait ni permanents ni journalistes professionnels. Son objectif était de faire paraître un journal qui ne soit pas l'expression d'une idéologie particulière, même si elle avait une ligne politique et de relater les occupations et les expériences liées aux pratiques autogestionnaires. Des groupes de « camarades » parcouraient le Portugal pour interviewer

---

6. À cette date le volume 8 vient de paraître. Cette publication fait suite à l'ouvrage de référence initié et dirigé en son temps par Joel Serrão sous le nom de *Dicionário de História de Portugal* éditorialement il s'agit d'un supplément.

7. La collection complète du journal *Combate* peut-être consultée ici:

<https://www.marxists.org/portugues/tematica/jornais/combate/index.htm>

les membres des commissions de travailleurs et des commissions d'habitants.

Il interrogeait le plus souvent les travailleurs de base et tous les numéros traitaient des problèmes des commissions de travailleurs.

Ce qui se dégagait des numéros et du propos du journal, c'est que le mouvement révolutionnaire portugais ne devait rien aux partis politiques de gauche et d'extrême gauche qui furent complètement surpris et dépassés par les événements. MRPP, UDP, PRP et MES aucun d'entre eux ne joua un rôle majeur dans le mouvement autogestionnaire de l'époque. En fait, ces partis d'extrême gauche étaient le bras politique de certaines factions militaires.

Quant au Parti communiste, il essaya de renforcer la bureaucratie syndicale embryonnaire au détriment des commissions de travailleurs. Il tenta de mettre fin au mouvement autogestionnaire et de promouvoir sa politique favorable au capitalisme d'État, fondée sur les nationalisations.

Pour *Combate*, plutôt que les revendications particulières formulées par les travailleurs, ce qui importait (même si elles étaient importantes) , c'étaient leurs formes réelles d'organisation spontanée, parce qu'il voyait en elles la base de la démocratie ouvrière et le moyen de détruire les structures d'encadrement du capitalisme d'État ou Privé.

Les 51 numéros de *Combate* offrent un panorama de tout ce qui s'est passé dans le mouvement ouvrier portugais entre 1974-1975.

C'est une source importante pour tous ceux qui s'intéressent au mouvement ouvrier de cette époque que les chiens de garde du savoir d'État s'évertuent à censurer, car c'est probablement l'une des dernières expériences les plus importantes de la fin du XXe siècle.

À ce sujet un recueil reprenant le Manifeste du Journal et les vingt premiers éditoriaux jusqu'au 28 mars 1975 fut publié chez Afrontamento. Les éditions Afrontamento créées en 1963<sup>8</sup> furent des éditions « progressistes » opposées au régime salazariste et elles existent toujours à l'heure actuelle.

Que l'ouvrage qui date de 1975 sous le titre *Capitalisme privé ou Capitalisme d'État : Ce n'est pas un choix !* Ne soit pas cité bibliographiquement pourrait passer au mieux pour un acte manqué, mais nous en doutons compte tenu de l'importance des éditions dans le petit espace portugais. En revanche que la parution des 51 numéros ! ne fasse l'objet d'aucune mention voilà l'acmé du scandale et de la censure.

Il en va de même du titre de Phil Mailer qui fut publié en anglais (et en portugais<sup>9</sup>) sous le titre *The impossible revolution ?* Chez Solidarity en 1977. Phil Mailer fut l'un des collabora-



8. <http://www.edicoesafrontamento.pt/histoacuteria.html>

9. Chez Afrontamento également puis ré-publié cette année édition revue augmentée chez [Antigona Editora](#) (2018).

teurs étrangers du journal et il y participa très activement. Son ouvrage contient de nombreuses références et citations extraites de *Combate* <sup>10</sup>.

Il en va de tout autant d'un participant non moins important qui fut à la fondation du journal et au parcours atypique et qui fut édité également chez Afrontamento on pense ici à João Bernardo<sup>11</sup> dont la contribution au débat sur l'autonomie ouvrière, le fascisme, Marx, le Marxisme, reste à découvrir en France <sup>12</sup>.

## L'objet de la falsification

Toute l'histoire, la pratique relayée par le journal *Combate* s'oppose au point de vue de R.V. Rappelons tout de même ici que les organisations trotskistes étaient plus que groupusculaires voir inexistantes au Portugal. L'espace ayant été pris par le Parti communiste Portugais (PCP) et une pléthore de chapelles ibéro-maoïstes. L'effondrement du pouvoir ne fut pas uniquement dû selon la doxa philo-militaire et progressiste au putsch des *capitaines d'Avril*, mais doit beaucoup aux années de luttes qui ont précédé le 25 avril. Ceci va des révoltes dans les colonies à l'insoumission, aux désertions, grèves, et même jusqu'à la spectaculaire lutte armée, etc. La vacance a laissé la possibilité au « non-grand parti », c'est-à-dire à l'a-partidarisme de prendre sa place.

Il était d'ailleurs assez étrange à l'époque de voir les constructeurs de partis en tout genre tout faire pour ne pas passer pour des partidaires.

Au-delà des faits, des dates, RV ne peut s'empêcher dans son ouvrage de développer une position totalement idéologique et de plaquer le vieux mantra trotskiste tiré du programme de transition: le contrôle dit ouvrier ou « Le contrôle ouvrier » ceci aux événements portugais.

En 2015, une publication hors norme de 2368 pages (PDF) éditée par les Éditions Syllepses à savoir *Autogestion. L'Encyclopédie internationale* relayait son propos<sup>13</sup>. Il le fut également par les idiots professionnels de la revue *Période* <sup>14</sup>.

On peut se demander dans un premier temps ce que peut bien faire ce texte sur le « contrôle ouvrier » dans une publication traitant d'autogestion et que R.V distingue très bien dans son ouvrage<sup>15</sup>.

---

10. Ce paragraphe a été rédigé grâce à un texte édité en 2006 et tiré de <http://jornalcombate.blogspot.com/> *Jornal Combate Portugal, 1974-1978* et signé par João Bernardo, José Elísio Melo e Silva, José Paulo Serralheiro, Phil Mailer, Rita Delgado.

11. On peut en savoir bien d'avantage sur son parcours et ses idées en écoutant nos émissions sur Radio Vosstanie.

12. Notons que le journal *Combate* fait l'objet de travaux divers et universitaires au Brésil. Mais peut-être que les enjeux sont autres la-bas loin. On soulignera la traduction du travail de Danúbia Mendes Abadia dans Portugal, la révolution oubliée, tome 1 - « *Combate et les luttes sociales pour l'autonomie (1974-1978)* » Éditions Ni patrie ni frontières 2017.

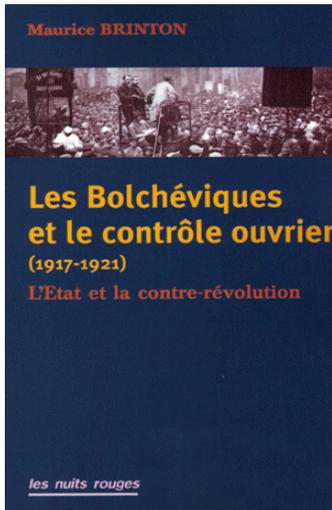
13. *Nationalisations et contrôle ouvrier dans révolution des œillets*. p 901-927

14. <http://revueperiode.net/controle-ouvrier-et-nationalisations-dans-la-revolution-portugaise-reformisme-ou-socialisme/>

15. Voir plus précisément à la page 274 de *História do Povo na Revolução Portuguesa 1974-75* ou

Il faut croire que la dimension de l'escroquerie trotskienne dépasse le cadre lusitanien.

Mais contrairement à ce qu'affirme R.V dans cet article, il n'est bien sûr pas vrai que « Dans les années 1970, le contrôle ouvrier constituait une revendication commune aux jeunes libertaires, aux sociaux-démocrates et aux syndicalistes réformistes » et on voit plutôt mal le courant libertaire au sens large s'en revendiquer (ou alors par méconnaissance) comme elle le prétend dans l'introduction de ce texte. Ceci pour des raisons assez évidentes et que développe longuement Maurice Brinton dans *Les bolcheviks et le contrôle ouvrier - 1917-1921*<sup>16</sup>.



Si elle parle de « désaccords » terminologique sur la notion de contrôle ouvrier en suggérant qu'il n'aurait jamais été convenablement définie, elle minore également la position de M.Brinton qu'elle récupère au passage elle oubliant clairement de dire que ce dernier faisait plus que débattre de l'expression de « contrôle ouvrier » ou faisait plus que considérer que celui-ci pouvait

« **détourner les travailleurs de l'autogestion, seule revendication qui remet en cause le profit** ». Il affirmait déjà et ceci bien avant l'année 1974 que tout devait être combattu dans cette idéologie du contrôle ouvrier.

Pourquoi une telle opération ? Qui pourrait passer d'ailleurs pour surannée puisque chaque moment est particulier et mérite son analyse propre au risque de virer au psittacisme politique et au dogmatisme.

C'est que derrière ce « contrôle ouvrier » jamais vraiment défini se cache des objectifs politiques bien précis.

## Du contrôle ouvrier au contrôle sur les prolétaires.

En faisant un historique confus de la notion et tout en ne la développant vraiment jamais, elle entretient le flou à son profit politique et tente de faire passer le contrôle ouvrier comme une forme radicale de lutte. Mêlant d'ailleurs à sa farce les conseils ouvriers. Ainsi sont convoqués dans son livre les noms d'Anton Pannekoek et de Karl Korsch deux grands critiques du/des Parti(s) et proches des idées communistes des conseils qui n'ont jamais été des apologistes du contrôle ouvrier ou de la théorie léniniste du double pouvoir surtout quand ils sont cités dans les années 60-70.

Si RV insiste tellement sur le contrôle ouvrier en dénigrant de manière retorse et ambiguë l'autogestion (aussi limitée, récupérée et critiquable que fut l'autogestion) c'est qu'elle est prise sous deux feux ambigus, ceux d'être l'idéologue d'un courant politique minoritaire et autoritaire. Comme à chaque fois chez les léninistes, l'autogestion n'est concevable qu'après la prise du pouvoir politique d'État (théorie du double pouvoir) pour l'instauration de l'État socialiste !

---

l'édition portugaise de l'ouvrage de R.V.

16. Édité par le Groupe Solidarity en 1970. Traduit en français en 1973 dans la revue *Autogestion et socialisme*, Cahier 24-25 en 1973 puis en 2016 aux Éditions Les nuits rouges.

« En quoi consiste la dualité du pouvoir ? En ceci qu'à côté du Gouvernement provisoire, du gouvernement de la bourgeoisie, s'est formé un autre gouvernement, faible encore, embryonnaire, mais qui n'en a pas moins une existence réelle, incontestable, et qui grandit : ce sont les Soviets des députés ouvriers et soldats. »

Lénine, *Sur la dualité du pouvoir* «Pravda» n° 28, 9 avril 1917.

Si pendant la *révolution portugaise* il y a eu une « défense » toute relative de l'autogestion et de l'auto-organisation on constate rapidement qu'il ne s'agissait, la plupart du temps chez les léninistes que d'une position tactique de la part d'adversaires du Parti communiste Portugais qui essayaient, en défendant l'autogestion, de déloger le Parti Communiste Portugais de ses bastions.

*Tout le pouvoir au soviets !* Ce célèbre mot d'ordre tactique léniniste qu'avait déjà décortiqué Oskar Anweiler avec précision dans *Les Soviets en Russie (1905-1921)* <sup>17</sup>, indique parfaitement de quoi il en retourne stratégiquement.

« Le contrôle ouvrier est un processus de dualité de pouvoirs qui consiste dans l'organisation politique des travailleurs au niveau de la production - formalisée ou non - dans le but de prendre le pouvoir politique »

Raquel Varela p. 274 de *História do Povo na Revolução Portuguesa 1974-75*.

En fait, la *dualité du pouvoir* n'est rien d'autre que la théorisation du gouvernement de substitution (éternellement provisoire) avec ses chefs et autres commissaires, qui se chargeront de structurer la transition sans fin vers le socialisme par la militarisation du travail si cher à Léon Trotski. En définitif un autre gouvernement bourgeois, ou le « pouvoir des travailleurs » est identifié, assimilé et récupéré au profit du Parti.

Pour des finalités assez pauvres, si on en croit d'ailleurs Trotski lui-même dans le *Programme de Transition* (1938).

Voici un extrait de cette sempiternelle litanie répétée encore de nos jours et jusqu'à l'écœurement par les fans toujours téléphiles et caméléon du Staline manqué :

« Les premières tâches du contrôle ouvrier consistent à éclairer quels sont les revenus et les dépenses de la société, à commencer par l'entreprise isolée; à déterminer la véritable part du capitaliste individuel et de l'ensemble des exploités dans le revenu national; à dévoiler les combinaisons de coulisses et les escroqueries des banques et des trusts; à révéler enfin, devant toute la société, le gaspillage effroyable de travail humain qui est le résultat de l'anarchie capitaliste et de la pure chasse au profit. »

<https://www.marxists.org/francais/trotsky/livres/trans/tran7.html>

Cet « éclairage » programmatique, dont la bourgeoisie n'a même plus peur, « ne peut être résolu que par la IV<sup>e</sup> Internationale », ou l'avant-garde des porteurs de vessies en forme de lanternes contre la spontanéité « trade-unioniste » des prolétaires c'est bien connu.

---

17. Oskar Anweiler, *Les Soviets en Russie (1905-1921)* Trad. de l'allemand par Serge Bricianer. Préface de Pierre Broué, Éditions Gallimard, 1972.

Rappelons par exemple ce que dit Lucia Bruno<sup>18</sup> du contrôle ouvrier et qui a travaillé sur le journal *Combate* et « L'expérience portugaise ».

*« Le contrôle ouvrier, c'est quand un groupe de travailleurs est reconnu par la direction d'une entreprise, qui se transforme en cogestionnaire du capital. On parle de contrôle direct des ouvriers par d'anciens ouvriers. Il est légal dans presque tous les pays développés indépendamment de l'existence ou non de luttes.*

*Le contrôle ouvrier se fonde sur la délégation de pouvoir, et plus sur l'action directe. On élit des délégués qui vont représenter les travailleurs et participer à la gestion de certains problèmes de l'entreprise.*

*De manière générale, on les limite à des questions d'ordre interne, plus directement liées aux problèmes de main-d'œuvre.*

*La séparation des délégués élus de l'ensemble des travailleurs est inévitable, car ils ne font l'objet d'aucun contrôle par la base qu'ils disent représenter.*

*Ils finissent donc toujours par se constituer comme un pouvoir qui se situe au-dessus des travailleurs en reformalisant la relation dirigeants/dirigés qui caractérise toute société d'exploitation.*

*Pour qu'une entreprise autogérée se sépare de la logique du profit, en initiant le processus d'édification du socialisme, il ne suffit pas d'élire des représentants des travailleurs pour participer de la gestion.*

*Alors que gérer signifie prendre pour soi-même des décisions en tant que personne ou comme collectivité souveraine, ceci en pleine connaissance des informations nécessaires, contrôler ne signifie que superviser ou vérifier les décisions prises par d'autres.*

*Le contrôle ouvrier implique une limitation de la souveraineté où certains déterminent les objectifs, et les d'autres s'efforcent que soient appliqués les méthodes les plus appropriées pour les réaliser. »*

La référence à Trotski et Gramsci comme théoriciens du contrôle ouvrier et admirateurs du modèle fordiste en dit long sur l'analyse proposé par RV du 25 avril. Au-delà d'être totalement idéologique et dictée par le logiciel bourgeois elle passe sous silence toute une problématique :

- celle qui voyait dans les relations sociales nouvelles issues des luttes un l'élément possible d'abolition du monde de production capitaliste qui est un élément fondamental dans l'économie de la révolution. C'est de cela dont elle ne parle pas ou ne veut pas parler en ne parlant pas de *Combate* ou en déformant le propos de M.Brinton, ou de l'autonomie ouvrière réellement existante au Portugal. Mais également d'un courant politique qui refusait les médiations bourgeoises, le double discours, et les avant-gardes.

## **L'autonomie ouvrière contre le contrôle ouvrier**

Concevoir l'autonomie des prolétaires, c'était et c'est aussi entrevoir la critique pratique et théoriques des partis et des syndicats. La volonté de ceux qui luttèrent d'en finir immédiatement avec les rapports capitalistes sur les lieux de productions et dans toute la vie sociale et donc de détruire toutes les casernes.

---

18. In *Qu'est-ce que l'autonomie ouvrière ?* [Vosstanie Éditions](#) 2018.

Au-delà de son trotskisme universitaire, la problématique de RV s'inscrit dans la pure tradition du marxisme des forces productives (orthodoxe) qui réduit l'importance et la signification de la critique de la plus-value dans la critique du capital.

Comme l'indique João Bernardo, « le marxisme des forces productives est l'idéologie du pouvoir ou plus exactement une idéologie de la réorganisation et du développement du pouvoir capitaliste »<sup>19</sup>



Concevoir l'activité révolutionnaire sur un mode bourgeois et séparé, c'est ne pas comprendre que « les relations sociales de production qui surgissent dans les luttes collectives et actives, ne sont pas seulement antagonistes au capitalisme, mais sont déjà, dès maintenant, le fondement d'un nouveau mode de production »<sup>20</sup>.

Autrement dit « ce qui importe ce n'est pas de créer préalablement les conditions strictement matérielles, (vers un monde de production futur [nous précisons] comme le prétend le marxisme des forces productives »<sup>21</sup> mais le développement de nouvelles relations sociales de production.

Il est évident que de ces propositions se dégagent une autre approche de la question du pouvoir. Il ne s'agit pas de nier cette question, mais d'identifier que son approche est tout autre et bien différente de celle défendue dans le

livre par R.V. Il ne s'agit plus de conquérir l'appareil d'État, mais d'acter sa destruction. Il s'agit dans le cours de la lutte de combattre le fonctionnement bourgeois de l'organisation du travail, sa militarisation, son hiérarchisme, son caractère fragmenté et aliéné.

Sans tomber dans l'illusion de la possibilité d'îles autonomes ou de l'autogestion dans un monde capitaliste ou de ne pas lier les moyens et fins, le fond et la forme.

Si le nombre des entreprises autogérées, des terres collectivisées fut conséquents et dictées le plus souvent par la nécessité plus que par des discours idéologiques il en va tout autant de l'intégration de ces expériences.

L'appel à l'État comme pourvoyeur, l'intégration par le marché et la normalisation de la situation par les élections ont fait le reste.

Mais toute la gauche et l'extrême gauche ont alimenté leurs discours et leurs pratiques d'un socialisme frelaté, d'un discours ambigu où la socialisation des moyens de production apparaît toujours comme synonyme d'étatisation ou la fin du capitalisme n'est que l'élimination de la propriété privée.

Cette démarche qui est celle de R. VARELA vise à intégrer d'une façon détournée les prolé-

---

19. In *Economia dos Conflitos Sociais*. Expressão Popular Editora 2009 (2ème édition) . On pourra écouter également 3 Entretiens avec João Bernardo autour de son livre *Économie des conflits sociaux* sur Radio Vosstanie.

20. *Ibid*

21. *Ibid*

taires dans le camp idéologique des nouveaux exploités - les managers technocrates du capital étatisé, dont elle est une des représentantes actuellement de par ses fonctions de médiations dans l'appareil idéologique d'État Portugais.

Identifier la structure du mode de production capitaliste avec la validité des « lois du marché » établir que la disparition de ce marché signifie la disparition du mode de production comme un tout, c'est produire une zone de convergence idéologique entre ceux qui veulent mettre fin à toute exploitation et ceux qui pensent seulement la réaliser sous une nouvelle vieille forme – les nationalisations et le capitalisme d'État.

Le journal *Combate* et certains courants minoritaires du communisme anti-autoritaire ou libertaires, anarchistes même furent les seuls à dénoncer ou à refuser le faux choix entre le capitalisme d'État et le Capitalisme Privé.

Mais de cela il ne sera pas question dans son livre.

[Vosstanie / ArqOperaria](#)  
Version du 13 juin 2018

